

Élections 2003

Gouverner, un sport extrême

Un bilan des neuf ans de gouvernement du PQ Pages B4 et B5



Le beauf, le mononcle et votre voisin

La chronique de Vincent Marissal
page B4



La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | JEUDI 13 MARS 2003

Le PQ part en tête

Les libéraux ont toutefois amorcé une lente remontée tandis que l'ADQ recule encore

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les libéraux de Jean Charest ont amorcé une lente remontée, mais celle-ci n'aurait pas été suffisante pour empêcher le Parti québécois de Bernard Landry de remporter les élections haut la main si des élections générales avaient eu lieu cette semaine.

Un sondage CROP réalisé pour *La Presse*, *Le Soleil* et *The Globe & Mail* révèle que le Parti québécois obtient 38 % d'appuis, contre 29 % au PLQ et 21 % à l'ADQ avant répartition des 11 % d'indécis. Après une répartition proportionnelle des indécis, le PQ obtient 43 % contre 32 % au PLQ et 24 % à l'ADQ.

Par rapport au sondage express de la mi-février, le PLQ monte de trois points, le PQ de quatre et l'ADQ encaisse une chute de 7 %.

CROP propose aussi une répartition des discrets selon leur choix référendaire qui donnerait 42 % au PQ, 34 % au PLQ et 24 % au parti de Mario Dumont.

« Tout cela est encourageant pour M. Landry, cela démontre qu'il a eu raison de partir en campagne. Mais il ne faut pas perdre de vue que les 33 prochains jours influenceront le vote », observe Claude Gauthier, spécialiste de CROP. Mais devant les chiffres recueillis, le verdict est clair : si les élections avaient eu lieu cette semaine, « le PQ aurait formé un gouvernement majoritaire ». À cause de la concentration du vote anglophone, le PLQ doit récolter au moins sept points de plus que le PQ pour l'emporter, estime M. Gauthier.

Si on observe les tendances sur une plus longue période, on voit une remontée « non négligeable » des libéraux, une croissance rapide des appuis au PQ, mais une descente inexorable de l'ADQ, corroborée par la diminution de la popularité de Mario Dumont, révélée par d'autres questions.

L'enquête menée du 4 au 11 mars, auprès de 1000 personnes, comporte une marge d'erreur de 3 points de pourcentage en plus ou en moins 19 fois sur 20.

La satisfaction à l'endroit du gouvernement Landry n'a pas bougé depuis la fin février, à 47 %, mais les insatisfaits ont diminué de deux points, à 47 %. Quand il avait déclenché les



Photo PC

L'autocar du Parti québécois sera-t-il le plus rapide ? Selon un sondage CROP, les troupes de Bernard Landry l'auraient emporté aisément si les élections avaient eu lieu cette semaine.

dernières élections générales en octobre 1998, Lucien Bouchard jouissait d'un taux de satisfaction de 53 %. Au déclenchement des élections de 1998, libéraux et péquistes étaient à égalité, à 45 contre 44 % dans les sondages, un score qu'ils ont retrouvé, à quelques décimales près, après un mois de campagne.

Francophones

Selon CROP, chez les électeurs francophones, qui décident d'une bonne partie des circonscriptions, le PQ domine largement avec 44 % d'appuis contre 22 % à l'ADQ et 21 % au PLQ. Onze pour cent des électeurs restent discrets.

Chez les francophones, la tendance est à la hausse au PQ, qui grimpe de 6 points, les libéraux gagnent 2 points et l'ADQ baisse de 5.

Les résultats par régions surprennent. En dé-

pit de l'arrivée de Pierre Bourque, l'ADQ s'effondre dans l'île de Montréal, passant de 21 à 12 % en un mois. Les libéraux gagnent des points dans la métropole, passant de 39 à 43 % tout comme le PQ de 26 à 33 %.

Dans la région de Québec, le PLQ encaisse une chute de 27 à 19 %, tandis que l'ADQ perd 4 points à 28 % et que le PQ en gagne 10, à 39 %, des chiffres qu'il faut utiliser avec prudence compte tenu de l'échantillon réduit — 200 personnes de la région de Québec, souligne M. Gauthier.

En région, l'ADQ a des problèmes avec 24 % des intentions de vote, un repli de 9 points sur l'enquête précédente, tandis que le PQ en gagne 7 et le PLQ 1.

Autres textes en page B2.

AUJOURD'HUI

C'est parti !

Pendant que Mario Dumont parlait à ses supporters dans son fief de Rivière-du-Loup hier, Jean Charest lançait sa campagne dans sa circonscription de Sherbrooke. Quant à Bernard Landry, il a donné un coup de pouce à André Boisclair à Montréal. *Page 3*

Neuf ans de pouvoir

Si vous voulez tout savoir sur les neuf ans de pouvoir du PQ, lisez nos textes. Vous pourrez vous rappeler les hauts et les bas qui ont marqué le règne des trois premiers ministres qui ont gouverné le Québec depuis 1994. *Pages 4 et 5*

La guerre des pancartes

La campagne électorale n'était pas encore commencée que déjà c'était la guerre des pancartes. L'ADQ s'est plainte que les deux autres partis aient trop tôt « placardé le paysage », contrevenant ainsi à la loi. Avait-elle raison ? *Page B7*

YVES BOISVERT

yboisver@lapresse.ca

Bernard, la famille, le travail et moi

Ah ! Bravo, monsieur le premier ministre. Comme *timing* c'était fameux. 9 h : Bernard Landry s'en va visiter le lieutenant-gouverneur pour dissoudre la chambre.

9 h : les chambres des enfants sont à peu près recomposées ; je m'en vais visiter une exposition sur les châteaux forts à la maternelle. Les filles sont déguisées en princesses, mais aucun gars n'a voulu jouer le rôle du prince-pompier, sauf un, les filles ont profité de ce qu'il était un peu affaibli par le rhume pour l'embarquer, ce n'est pas de sa faute. Les autres ont fait des constructions. Cellulaire : « Les élections sont déclenchées, tu nous fais une chronique comme prévu ? » « Oui, oui, je te rappelle, je suis à la maternelle. »

10 h 30 : Bernard Landry fait une conférence de presse. J'arrive chez le dentiste avec les trois enfants. Pendant que le premier est sur la chaise, les deux autres courent dans le couloir. Ils disent qu'ils jouent à l'hôpital. L'endroit est diablement bien choisi. Cellulaire : « Pis, ta chronique ? » « Parle plus fort, je suis chez le dentiste... » « TA CHRONIQUE ! » « Je te rappelle, les enfants jouent à l'hôpital dans le couloir... »

Re-cellulaire. La mère desdits enfants. « T'oublies pas d'aller à la patinoire cet après-midi ? »

Midi. La mère desdits enfants mange au bureau, le président de la Sun Life est occupé, les groupes de femmes aussi, Bernard Landry part en campagne. Bon, très bien, je dînerai avec les enfants.

Midi 48. Le plus jeune est inconsolable, il a perdu la « main en glue » que lui a donnée la dentiste. Ce n'est pas vrai, il ne l'a pas perdue, c'est moi qui l'ai oubliée. Je lui

promets de lui en trouver une autre. C'est ma première promesse de la campagne. Tout ça parce que les dentistes d'aujourd'hui ne se contentent plus

seulement de donner des brosses à dents. Ils donnent des « mains en glue », un machin fluo collant et gluant en forme de main, d'où le nom, main en glue, et vous lancez ça sur le mur ou sur votre petit frère, et ça reste collé. Ridicule, dites-vous ? Vous direz ça à l'Ordre des dentistes.

13 h 10 : je commence à patiner avec 25 parents et 75 élèves. Bernard Landry ne patine pas encore.

14 h 30 : j'enlève mes patins. Bernard Landry grimpe dans l'autobus de la campagne.

14 h 50 : Bernard Landry révise ses notes pour son discours de ce soir dans Gouin. Je cherche une « main en glue » chez Jean Coutu et Dollarama. Il n'y a plus de mains en glue. Ça n'existe plus, me dit-on. Mais oui, ça existe, j'en avais ce matin ! Cellulaire : « Toujours, la chronique ? » Oui, oui, je travaille là-dessus... « De quoi tu parles ? » Ben... Conciliation travail-famille... « Peux-tu développer ? » Ben voyons, c'est clair ! À part de ça, non, je peux pas développer ! Je sors de l'aréna, je transpire et je cherche une main en glue ! O.K. ? C'est quoi une main en glue ? Demande à ton dentiste !

15 h 10. Les mains en glue sont discontinuées. Ma première promesse non tenue de la campagne. 1-0 pour vous, M. Landry.

Il est donc 15 h 11, ma chronique n'est pas



faite, je vais finir tard, je ne pourrai pas être là pour souper, un de mes fils attend sa main en glue et le pupitre attend ma chronique.

D'où le thème « conciliation travail-famille ». C'est 2-0 pour vous, M. Landry. Félicitez vos sondeurs de ma part.

Je repasse les journaux du matin. Le budget Marois. Tiens, tiens ! La semaine de quatre jours pour tous, une idée lancée cet hiver par le gouvernement Landry pour séduire les jeunes familles... Bien, voyez-vous, la semaine de quatre jours ce ne sera pas pour demain. On s'est rendu compte qu'il fallait peut-être y penser un peu, côté économie... Alors, dans le budget de Mme Marois, on garroche 20 millions dans des « projets pilotes »... pour les entreprises de moins de 200 employés... qui veulent s'inscrire. Ça sent le patinage à reculons.

Désolé, M. Landry. C'est maintenant 2-1.

Au fait, monsieur le premier ministre, si j'ai bien compris, lors de votre congrès, dimanche dernier, vous avez voté en faveur d'une résolution visant à tenter de mieux concilier travail et famille en politique, de manière à attirer plus de femmes en politique, et éventuellement à présenter obligatoirement autant de femmes que d'hommes aux élections.

19 h 10. Téléphone de la mère desdits enfants. « Arrives-tu bientôt ? »

Où en étions-nous ? Ah oui, mieux concilier travail et famille pour attirer des femmes. J'avoue que ça m'a fait un peu rire.

Non pas l'effort, louable quoique un peu naïf, pour rendre la politique plus aimable familialement. Je doute qu'elle le soit jamais réellement, quelles que soient les lois, vu les épluchettes de blé d'Inde, les soirées-bénéfice, les réunions, les voyages à Québec d'un côté, les devoirs, les otites, le patinage, les châteaux, les histoires de l'autre, mais enfin, si l'on peut rendre le métier plus facile à vivre pour les familles, j'applaudis.

Non, si je rigole, c'est que d'une part, on nous dit que les hommes doivent partager également les tâches familiales, et de l'autre, on nous dit que si l'on veut harmoniser famille et travail, c'est pour attirer plus de femmes. Et si ça ne fonctionne pas, il s'en trouve pour suggérer des quotas de femmes candidates. Se peut-il qu'il y ait un grand nombre d'hommes, pères de jeunes enfants, qui ne veulent pas faire de la politique pour les mêmes raisons que « les femmes » ? Joseph Facal, ça vous dit quelque chose ? Il me semble que si l'on peut rendre la politique plus praticable familialement, ce devrait être pour tout le monde... Il me semble que si, après avoir fait tout ce qu'on peut, la politique intéresse toujours moins les femmes que les hommes, on n'a pas à leur pousser dans le dos comme des petites filles ou des petits garçons qui ne veulent pas jouer le prince-pompier...

Il me semble que c'est 2-2, M. Landry.

Là-dessus, si vous le permettez, je vais aller raconter une histoire à mes enfants. Je vous souhaite une excellente campagne. Et plein de conciliation.



Dans les
Cantons-de-l'Est...
on vous déroule le tapis blanc!

À 1 h au sud de Montréal



1 800 355-5755



www.bonjourquebec.com

www.tourismecantons.qc.ca



Élections 2003

Climat politique au Québec

SONDAGE ■ ■ ■ > CROP / LA PRESSE / THE GLOBE & MAIL / LE SOLEIL

Satisfaction à l'égard du gouvernement du Québec

> Diriez-vous que vous êtes très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt insatisfait(e) ou très insatisfait(e) du gouvernement du Québec?

ENSEMBLE (n: 1000)	%	%
	Très/plutôt satisfaits	Plutôt/très insatisfaits
4-11 mars 2003	47	47
13-24 fév. 2003	47	49
6-13 fév. 2003	43	54
16-25 jan. 2003	36	56
10-18 déc. 2002	34	60
14-25 nov. 2002	33	63

Évolution des intentions de vote

Avant répartition de la non-réponse

> S'il y avait des élections provinciales aujourd'hui au Québec, pour lequel des partis suivants voteriez-vous?

ENSEMBLE (n: 1000)	%	%	%	%
	PLQ	PQ	ADQ	NSP
4-11 mars 2003	29	38	21	11
13-24 fév. 2003	26	32	25	15
6-13 fév. 2003	27	30	30	12
16-25 jan. 2003	30	26	25	18
Élec. du 30 nov. 1998	44	43	12	—

Intentions de vote selon la langue d'usage et la région

> S'il y avait des élections provinciales aujourd'hui au Québec, pour lequel des partis suivants voteriez-vous?

ENSEMBLE (n: 1000)	%	%	%
	PLQ	PQ	ADQ
Francophones	21	44	22
Non-francophones	68	7	15
Île de Montréal	43	33	12
Région métropolitaine de Montréal	22	41	25
Québec métro	19	39	28
Ailleurs en région	24	40	24

Chef auquel on fait le plus confiance pour diriger le Québec

> À quel chef politique faites-vous le plus confiance pour diriger le Québec? (noms des chefs lus en rotation)

ENSEMBLE (n: 1000)	%	%	%	%
	Jean Charest	Mario Dumont	Bernard Landry	Aucun / NSP
4-11 mars 2003	24	17	41	19
6-13 fév. 2003	20	29	32	19
19-24 nov. 2002	20	28	20	32

Évolution des intentions de vote à un éventuel référendum

> Si un référendum avait lieu aujourd'hui sur la même question que celle qui a été posée lors du dernier référendum de 1995, c'est-à-dire sur la souveraineté assortie d'une offre de partenariat au reste du Canada, voteriez-vous OUI ou NON?

Après répartition		
ENSEMBLE (n: 1000)	%	%
	OUI	NON
4-11 mars 2003	42,0	58,0
13-24 fév. 2003	46,0	54,0
6-13 fév. 2003	45,0	55,0
16-25 jan. 2003	42,0	58,0
10-18 déc. 2002	44,0	56,0
14-25 nov. 2002	39,0	61,0
Référendum 30 oct. 1995	49,4	50,6

Principaux enjeux de la prochaine campagne électorale au Québec

> Pour vous, quel devrait être le principal enjeu ou sujet débattu au cours de la prochaine campagne électorale au Québec?

ENSEMBLE (n: 1000)	%	%	%
	Première mention	Deuxième mention	Total des mentions
La santé	62	19	80
Le travail, l'emploi	10	23	33
Les impôts	8	12	20
L'éducation	7	27	34
La famille	6	9	15
La question de la souveraineté	3	3	6
Les régions	1	2	3
La question linguistique	1	2	3
Autres	2	2	4
NSP/Refus	1	1	1

Perception des leaders politiques

> Auquel des trois principaux leaders politiques du Québec associez-vous le plus les qualificatifs suivants:

ENSEMBLE (n: 1000)	%	%	%	%
	Jean Charest	Mario Dumont	Bernard Landry	Aucun / NSP
Compétence				
4-11 mars 2003	20	11	50	19
6-13 fév. 2003	19	16	43	22
Honnêteté				
4-11 mars 2003	19	23	28	30
6-13 fév. 2003	15	34	24	27
Proche des gens				
4-11 mars 2003	19	41	24	17
6-13 fév. 2003	15	49	19	17
Sincérité				
4-11 mars 2003	19	26	28	27
6-13 fév. 2003	17	34	25	24
Leadership				
4-11 mars 2003	22	16	44	18
6-13 fév. 2003	17	31	34	18

Les résultats du sondage reposent sur 1000 entrevues téléphoniques effectuées du 4 au 11 mars 2003 dans le cadre du sondage CROP / La Presse / Le Soleil / The Globe & Mail. D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (n=1000) est précis à 3 points près, 19 fois sur 20.

Dumont perd des points

Landry supplante ses adversaires dans le coeur des électeurs

DENIS LESSARD

QUÉBEC — L'autocar de la campagne électorale vient à peine de démarrer que Mario Dumont, le chef de l'Action démocratique, paraît mis hors de combat. Jean Charest monte lentement dans le coeur des électeurs, mais Bernard Landry les supplante tous les deux.

Quant on leur demande à quel chef ils font « le plus confiance pour diriger le Québec », les Québécois optent à 41 % pour Bernard Landry, à 24 % pour Jean Charest et à 17 % pour Mario Dumont. Un Québécois sur cinq soutient ne pas avoir d'opinion.

Pour le chef péquiste, la remontée est étonnante, il obtenait 32 % il y a un mois, neuf points de moins. Jean Charest gagne quatre points, mais Mario Dumont en perd 12 en un mois. Sur un horizon plus long, Bernard Landry a doublé ses appuis depuis la fin du mois de novembre, tandis que Mario Dumont suscite deux fois moins la « confiance » des électeurs que lorsqu'il était à son zénith, en août 2002.

Selon Claude Gauthier, analyste de CROP, M. Landry n'a pas eu à subir de conséquences à la suite de ses déclarations controversées sur les « cervelles d'oiseaux » ou sur les « groupes de femmes », en fin de semaine dernière. « C'est une gaffe, il ne faudrait pas qu'il en fasse trop, que le naturel ne revienne pas au galop », conseille toutefois le sondeur.

CROP a repris son étude détaillée de la perception des chefs.

Quand on leur demande de désigner le chef qui démontre le plus de « leadership », 44 % désignent Bernard Landry, une hausse de 10 points par rapport au mois précédent. Mario Dumont est en chute libre, avec 16 % contre 31 % à la mi-février. Jean Charest, lui, monte de cinq points, à 22 %.

Bernard Landry est désormais perçu comme « compétent » par 50 % des électeurs, une hausse de sept points. Jean Charest, quant à lui, passe de 41 % à 44 %, et Mario Dumont, de 17 % à 19 %.

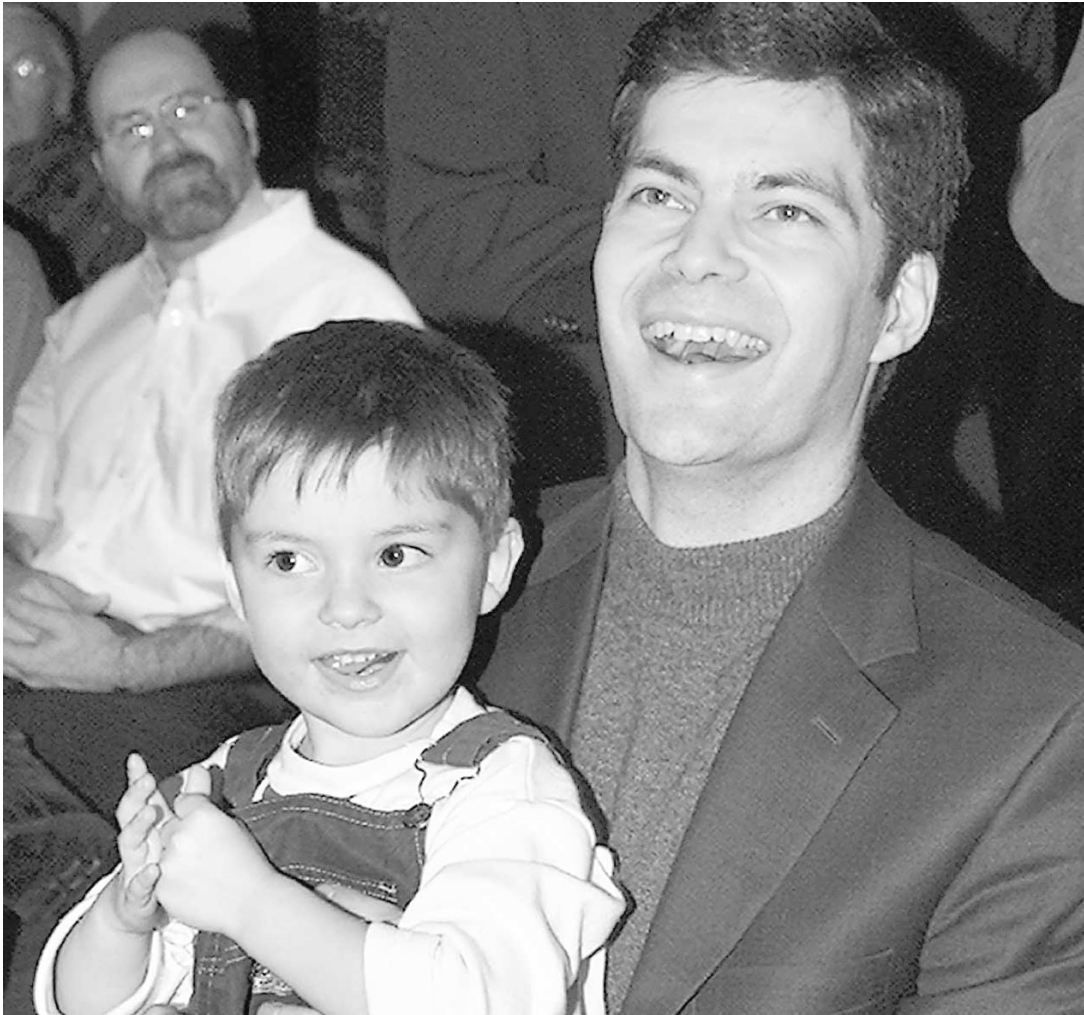


Photo PC ©

Mario Dumont en compagnie du petit Charles, son fils de 2 ans, lors d'un rassemblement adéquiste, hier à Rivière-du-Loup.

reste à 20 %, mais Mario Dumont baisse de 16 à 11 %.

Les volte-face ont nui

Les nombreuses volte-face de l'ADQ n'ont clairement pas aidé Mario Dumont : au chapitre de l'honnêteté, il perd 11 points à 23 %, contre 28 % à Bernard Landry et 19 % à Jean Charest. Le tiers des gens se disent indécis quand on leur demande de déterminer qui est le plus honnête des chefs.

M. Dumont est aussi en chute sous l'angle de la « sincérité ». Il a 26 % d'appui contre 34 % il y a un mois. « Les autres font des

gains et lui en perd, cela s'étiole, il n'est plus considéré comme un leader », observe Claude Gauthier.

Après avoir traîné son parti pendant des mois, M. Dumont « paraît tomber avec la popularité de l'ADQ », ajoute-t-il. M. Landry paraît désormais le plus sincère avec 38 % et Jean Charest ferme la marche à 19 %.

Sous l'angle de la proximité des gens toutefois, Mario Dumont peut trouver un réconfort. Il domine nettement ses adversaires avec 41 % contre 24 % à Bernard Landry et 19 % à Jean Charest.

La santé, principal enjeu

DENIS LESSARD

LA SANTÉ, la santé et toujours la santé. Jean Charest a choisi la bonne cible pour rejoindre les Québécois en ce début de campagne électorale.

Selon le dernier sondage CROP, la santé reste, de loin, le principal enjeu de la campagne lancée hier. Ainsi 80 % des gens choisissent ce thème quand on leur demande à deux reprises quel est le principal enjeu de la campagne.

L'éducation suit, loin derrière, avec 34 %, suivie du travail et de l'emploi avec 33 %. Les impôts suivent avec 20 %, puis la famille à 15 %.

Autre élément intéressant, un répondant sur deux estime désormais que c'est le PQ qui remportera les élections, une augmentation de 18 points par rapport à l'enquête précédente réalisée pour *La Presse* à la mi-février. Ceux qui croient que la victoire ira au PLQ ne sont plus que 23 %, contre 29 % la dernière fois. Finalement, seulement 8 % des répondants estiment que l'ADQ va l'emporter, deux fois moins que la proportion de ceux qui voyaient, il y a un mois, M. Dumont succéder à Bernard Landry. La souveraineté enregistre une légère baisse, avec 39 % d'appui contre 42 % lors du précédent sondage. Fait à signaler, pas moins de 42 % des gens qui ont l'intention de voter pour le Parti québécois, sont « plutôt ou très défavorables » à la tenue d'un référendum durant un prochain mandat du PQ. Aussi 27 % de ceux qui ont voté OUI en 1995 sont opposés à une autre consultation populaire, dans le prochain mandat, si M. Landry est réélu.

LA TOURNÉE DES CHEFS

Jour 2

> **PQ** — Bernard Landry fait un point de presse ce matin à la permanence du parti à Montréal. En compagnie de Linda Goupil, Jean Rochon et Diane Lemieux, il rencontre à midi des représentants du monde de la conciliation travail-famille à l'hôtel Renaissance, fait une conférence de presse au centre de la petite enfance la Voûte enchantée avant de se rendre à la maison de jeunes Magi, dans Bourget, où il prend la parole à 19 h.

> **PLQ** — Jean Charest présente ce matin son « équipe santé » à la Cité du commerce électronique, à Montréal, fait un point de presse devant l'hôpital Sainte-Justine, présente sa candidate dans Rosemont et termine la soirée au restaurant Le Rustik, à Châteauguay, à l'assemblée d'investiture de Jean-Marc Fournier.

> **ADQ** — À 8 h 15, Mario Dumont dépose sa fille Angela à l'école Vent et marée de Cacouna. Il fait ensuite une conférence de presse sur la conciliation travail-famille à Rivière-du-Loup en compagnie de la députée Marie Grégoire, rencontre les médias locaux à Rimouski, lance la campagne régionale, visite l'usine Prolam de Cap-Saint-Ignace et conclut la journée avec des militants au bar Le Centre de Montmagny.

Une belle bagarre... de sondeurs

Selon Léger, les gens veulent du changement

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les Québécois veulent du changement et ils croient que les libéraux sont les plus aptes à le gérer. Mais ces choix ne se répercutent pas clairement dans les intentions de votes.

Selon la plus récente enquête Léger Marketing réalisée pour TVA, et que *La Presse* a obtenu, libéraux et péquistes sont presque à égalité dans le coeur des Québécois.

Avant répartition des 14 % d'indécis, l'enquête de 1008 répondants réalisée entre le 5 et le 9 mars révèle que le PLQ obtient 33 % des intentions de vote, contre 31 % au PQ et 21 % à l'ADQ. Quand il répartit les indécis,

le PLQ obtient 38 % contre 36 % au PQ et 25 % à l'ADQ.

Ces données diffèrent passablement des constats faits au même moment par CROP, qui donnent le PQ clairement passé devant ses deux adversaires.

Chez les francophones, le score que Léger accorde au PQ ressemble à ce qu'observe CROP, le PQ recueille 43 % des voix contre 29 % au PLQ et 27 % à l'ADQ.

Le sondage Léger révèle d'autres données, étonnantes, si on les compare aux intentions de vote. Ainsi, 57 % des Québécois souhaitent un changement de gouvernement à Québec contre 35 % qui préfèrent que le gouvernement actuel soit maintenu.

Les adéquistes et les libéraux, c'est prévisible, sont les plus favorables au changement, mais aussi les gens du centre du Québec, les non-francophones et les femmes qui souhaitent tous, à plus de 60 %, un changement de gouvernement. Les hommes, en revanche, appuient le changement à 41 % seulement.

Quand on leur demande quel parti serait le plus apte à gérer le changement, 51 % optent pour le PLQ contre 39 % pour l'ADQ. Les femmes et les personnes âgées sont les plus favorables aux libéraux, tandis que les hommes, les gens entre 25 et 35 ans, et les professionnels sont les plus enclins à favoriser l'ADQ pour gérer le changement.

Élections 2003

«Je suis un être humain et il m'arrive de faire des erreurs. Mais j'aime mieux être franc que dissimulateur et j'aime mieux la langue vivante que la langue de bois.»

— Bernard Landry

«Pour moi, le radicalisme, c'est la liste d'attente à Sainte-Justine, qui est radicalement trop élevée ; c'est la taille du gouvernement actuel, le niveau des taxes et des impôts, et une dette de 108 milliards.»

— Mario Dumont

«Après neuf ans de régime péquiste, il y a plus de limousines devant l'Assemblée nationale et moins de médecins dans les hôpitaux. Les Québécois ont perdu confiance dans leur système de santé. Aujourd'hui, 100 000 personnes sont sur des listes d'attente.»

— Jean Charest

La confiance règne au sein du PQ

Bernard Landry lance la campagne électorale à Montréal

PASCALE BRETON

La confiance règne au sein du Parti québécois qui a mis la grosse gomme hier soir pour lancer sa campagne électorale à Montréal.

C'est dans la circonscription de Gouin que le premier ministre Bernard Landry avait choisi de commencer sa campagne en participant à l'assemblée d'investiture du ministre de l'Environnement, André Boisclair. Une présence symbolique, comme l'a souligné le candidat dans son allocution, puisque c'est le premier ministre lui-même qui lui a vendu sa première carte de membre, il y a 13 ans.

« C'est émouvant d'inscrire cette campagne électorale dans l'histoire comme un tournant, comme il y en a eu d'autres, pour arriver à la plénitude de notre destin. Je sais que le 14 avril, j'aurai bien des tâches agréables à accomplir », a lancé le premier ministre en guise d'introduction.

Invitant la population à lui faire confiance, il a plus tard lancé : « Vous avez vu ce que j'ai pu faire avec mon équipe en deux ans, sans mandat populaire, imaginez-vous quatre ans avec un fort appui du peuple québécois. »

M. Landry a livré son discours accompagné des candidats et ministres de la région de Montréal, dont Diane Lemieux, Richard Legendre, André Boulerice et Rita Dionne-Marsolais. La présidente de l'Assemblée nationale et dépu-

tée d'Hochelaga-Maisonneuve, Louise Harel, ainsi que le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, étaient aussi présents, en plus de quelque 700 militants, selon les évaluations des organisateurs.

Ouvrant la soirée, le chanteur Claude Gauthier a donné le ton des 33 prochains jours en entamant un classique de la chanson québécoise, *Le Plus Beau Voyage*, illustrant ainsi parfaitement l'esprit des péquistes réunis hier. L'événement s'est d'ailleurs poursuivi tout en chanson avec la participation de Louise Portal, France Castel et Mario Saint-Amand.

Dans leur allocution, autant M. Landry que le ministre Boisclair ont ensuite insisté sur les valeurs qui animent le Parti québécois, particulièrement la solidarité.

« La trame et les motivations, et les espoirs de cette campagne électorale sont faciles à deviner parce qu'articulés d'une façon très logique et basés sur des convictions profondes qui sont les nôtres. Notre parti est un parti souverainiste, c'est un parti progressiste, c'est un parti social-démocrate et toutes les fois qu'il a eu à gouverner le Québec, il l'a fait en gardant l'oeil sur ses espoirs et sur ses objectifs », a rappelé M. Landry.

Après avoir misé sur l'assainissement des finances publiques pendant cinq ans, le PQ souhaite redistribuer la richesse tout en favorisant la conciliation, souvent difficile, entre le travail et la famille, a souligné une nouvelle fois le premier ministre.

En prenant la parole quelques minutes plus tôt, le ministre Boisclair avait lui aussi tenté de faire



Photo PC
Le premier ministre salue la foule lors de son arrivée à Montréal, où il a entrepris sa première campagne électorale à la tête du PQ.

vibrer la fibre de la solidarité, en vantant les acquis sociaux du Québec et les possibilités qui s'offrent aujourd'hui à la jeunesse, tout en écorchant au passage le discours de l'Action démocratique.

« Méfions-nous de ceux qui, au profit des modes, des effets de cape

et des petites phrases sans sens, voudraient cultiver les pires préjugés et qui voudraient nous rapprocher bien plus du populisme que du progressisme », a-t-il déclaré.

La solidarité est enracinée dans l'histoire des Québécois, a souligné M. Boisclair, affirmant : « Nous

sommes capables au Québec de faire conjuguer solidarité et responsabilité. C'est mon engagement. »

Plus tôt dans la journée, les députés, les ministres et le personnel politique s'étaient donné un dernier rendez-vous devant le parlement, à Québec, pour assister au départ de l'autobus de la campagne. Dans une ambiance bon enfant, certains agitaient leur drapeau fleurdelisé, tandis que les ministres Agnès Maltais, Jean-François Simard et François Gendron ont même poussé la confiance jusqu'à chanter *À partir d'aujourd'hui, demain nous appartient*, une ancienne chanson-thème du PQ.

Peu avant 14 h 30, le premier ministre Bernard Landry a ensuite quitté le parlement, tout souriant, accompagné de sa conjointe, Chantal Renaud, et de quelques ministres pour monter dans l'autobus qui le mènera aux quatre coins de la province au cours des 33 prochains jours.

« On va gagner », a de nouveau scandé la petite foule en agitant des drapeaux, tandis que M. Landry envoyait un dernier signe de la main des marches du véhicule peint à l'effigie du parti, où apparaît en gros plan le visage détendu du premier ministre et le slogan péquiste de la campagne, *Restons forts*.

Le premier ministre et son équipe sillonneront la région métropolitaine au cours des prochains jours. M. Landry participera aujourd'hui à un dîner avec des membres de son organisation, avant de faire un saut en Montérégie demain. Samedi, il sera à Saint-Hyacinthe pour le conseil extraordinaire du PQ, qui doit mener à l'adoption de la plate-forme électorale.

Dumont accuse Landry de gaspiller l'avenir des Québécois

MARIO CLOUTIER

RIVIÈRE-DU-LOUP — Mario Dumont s'est lancé dans une charge à fond de train contre le gouvernement Landry, qu'il accuse de gaspiller l'avenir des Québécois, en lever de rideau de campagne électorale dans sa circonscription de Rivière-du-Loup, hier soir.

Le chef de l'Action démocratique a montré du doigt le premier ministre pour le « désastre » de la Caisse de dépôt et placement, notamment, mais aussi pour sa gestion du réseau de la santé et des autres sociétés d'État.

« Quand un adolescent est sur le bord de compromettre son avenir, sa mère ou son père va lui dire : heille fais pas ça, gaspille pas ton avenir ! Ces gens-là (...) sont en train de gaspiller notre avenir. Est-ce qu'on peut les laisser faire ? Non, je ne les laisserai pas faire et je compte sur vous pour m'aider à arrêter ça. »

Le chef de l'ADQ a ainsi lancé un appel aux militants et à tous ceux qui veulent un « avenir autrement », tel que le dit le slogan de la campagne adéquiste. Les gens doivent s'engager et participer.

Pressant peut-être les résultats désastreux de son parti dans les derniers sondages, M. Dumont a souligné que « les adéquistes ne peuvent pas suivre cette campagne à la télévision ». Ils doivent se lever et aller convaincre, ajoute-t-il. Il leur a demandé d'être responsables et d'agir, de faire des dons : « Vingt piastres, 40 piastres, 100 piastres s'ils sont capables. »

« Je compte sur vous pour la campagne », a-t-il dit plutôt deux fois qu'une à une modeste foule de près de 200 militants de Rivière-du-Loup. Lors de l'ouverture des boîtes de scrutin, la victoire récompensera ceux et celles qui ont travaillé le plus fort, a-t-il soutenu.

« C'est pas les sondages, les bonnes et les mauvaises nouvelles, les anecdotes du jour. C'est comté par comté, le travail, le travail, le travail de nos gens », a-t-il dit, reprenant l'un des leitmotiv du chef libéral Jean Charest lors de la campagne de 1998.

Le chef de l'ADQ a longuement attaqué le gouvernement Landry, notamment au sujet de la Caisse de dépôt, où des choses graves se passent réellement, dit-il. La perte de 8,5 milliards représente l'équivalent de cinq stades olympiques, a-t-il souligné.

Il trouve inacceptable de voir le président de la Caisse, Henri-Paul Rousseau, recevoir une prime au rendement malgré tout. M. Dumont s'indigne de voir le premier ministre prendre la chose avec un grain de sel.

« Il n'y a pas beaucoup de gens dans la société québécoise qui, aujourd'hui, rient de l'argent qui est disparu de leur Caisse de dépôt », a-t-il affirmé.

Le PQ prépare ainsi un avenir fait de « bureaucratie à outrance », selon lui. Il ajoute que le gouvernement a réussi le déficit zéro par des tours de passe-passe puisque « depuis qu'ils ont le déficit zéro, la dette a grimpé de 10 milliards ».

Cinquante pour cent du budget de dépenses québécois ira à la santé en 2010, rappelle le chef de l'ADQ. Ce qui signifie que les budgets de l'éducation et des infrastructures seront « écrasés ». Il accuse le PQ et le PLQ également de vouloir sacrifier l'avenir des Québécois en mettant toujours plus d'argent dans la santé.

À l'opposé, dit-il, un gouvernement de l'ADQ veut encourager davantage le développement de l'hydroélectricité.

« La société d'État que Bernard Landry a aimé développer, c'est Loto-Québec parce que ça rapporte tout de suite. (...) Les profits de Loto-Québec ont plus que doublé pendant que Bernard Landry était en place. »

Le chef de l'ADQ a tissé un lien entre la montée de l'ADQ, dans les années 90, et le travail des défricheurs au début du siècle précédent. Son parti, dit-il, veut léguer à ceux qui viennent derrière « quelque chose de mieux ».

L'ADQ s'engage, dit-il, à faire en sorte que le gouvernement « vive selon ses moyens ». Mario Dumont veut préparer le vieillissement de la main-d'oeuvre et remettre les « dépenses de la santé sous contrôle ».

« Et on ne mettra pas toutes les marges de manoeuvre sur le bien-être présent, présume-t-il, on va aussi en mettre sur le bien-être futur : c'est de rembourser la dette. »

Jean Charest, « celui qui a sauvé le Canada » en 1995

KARIM BENESSAIEH

JEAN CHAREST a été présenté comme le sauveur du Canada lors du lancement hier soir de la campagne électorale dans sa circonscription de Sherbrooke. Plus sobrement, le chef libéral s'est plutôt qualifié lui-même de « rassembleur », se donnant la tâche d'effacer les divisions issues du référendum de 1995.

C'est le leader parlementaire des libéraux, Pierre Paradis, qui s'est lancé dans une envolée oratoire à propos de son chef aux quelque 400 militants entassés dans une salle de réception. Jean Charest, a-t-il affirmé, est quelqu'un qui peut se révéler lorsque les circonstances l'exigent, donnant comme exemple la campagne qu'il avait menée pour le NON en 1995.

« Si nous sommes encore ici, comme Québécois et comme Canadiens, c'est qu'à l'occasion du référendum de 1995, il y a quelqu'un qui a sauvé le pays, a déclaré le coloré député de Brome-Missisquoi. Il y a quelqu'un qui a sauvé la province, il y a quelqu'un qui a sauvé les Cantons-de-l'Est. Il y a quelqu'un qui nous a sauvés. C'est Jean Charest. »

Ce souvenir, a précisé M. Paradis, devrait pouvoir convaincre les électeurs de la circonscription de choisir Jean Charest.

En point de presse peu après, le chef libéral ne s'est pas démonté lorsqu'on lui a rappelé que cette étiquette de « sauveur du Canada » lui avait passablement nui ces dernières années. « Moi, je suis très à l'aise avec le souvenir du référendum de 1995, a-t-il déclaré. Mais un référendum, ça laisse des marques. C'est ce qui m'amène aujourd'hui à vouloir rassembler les Québécois autour d'une vision qui sera partagée par la très grande majorité de nos concitoyens. Je ne veux pas d'un gouvernement qui va nous diviser davantage. »

Comme il l'a répété à plusieurs occasions, il souhaite utiliser ses talents de rassembleur dans la circonscription qu'il représente au fédéral ou au provincial depuis 1984 et en faire profiter le Québec. « Je veux diriger un gouvernement qui va être capable de regrouper les Québécois autour d'une cause commune. Ma conviction profonde, c'est que les Québécois veulent que nous travaillions de façon constructive avec le reste du Canada. Ils veulent qu'on se concentre sur des questions cruciales comme la santé, l'éducation. Ils veulent un système qui fonctionne. »

Auparavant, M. Charest avait expliqué à ses militants tout le cheminement qu'il a effectué depuis 1998, alors qu'il venait de prendre les rênes du PLQ. « Il n'y a pas un coin du Québec que je n'ai pas fréquenté. J'ai parcouru un long chemin depuis 1998. Et ça n'a pas toujours été facile. Mais c'est un chemin que j'ai parcouru avec émerveillement. » Le chef libéral était entouré de la plupart de ses députés des Cantons-de-l'Est et, choix symbolique, il a eu droit aux éloges de l'ex-premier ministre Daniel Johnson.

Il s'agissait clairement, a expliqué M. Charest, d'une occasion pour M. Johnson de « passer le flambeau d'une génération de libéraux à une autre ».

Reprenant le slogan électoral de son parti, le chef de l'opposition a réaffirmé que son parti et lui étaient



Photo PC
Le chef du Parti libéral, Jean Charest, en compagnie de son neveu Alexandre, a lancé sa campagne dans sa circonscription de Sherbrooke.

prêts à prendre le pouvoir. Il a brandi la plate-forme adoptée il y a six mois identifiant les priorités d'un gouvernement libéral, soit des réinvestissements massifs en santé et en éducation, et des baisses d'impôts de 27 %.

« Jean Charest a passé cinq ans à sillonner le Québec rang par rang : ces cinq années méritent d'être récompensées, a insisté Pierre Paradis. Il a semé, et correctement. Maintenant, il est temps de passer à la récolte. »

Même s'il se dit plus confiant que jamais de remporter les prochaines élections, M. Charest n'aura pas la partie facile dans sa propre circonscription. En 1998, alors nouvellement arrivé de la politique fédérale et au sommet de sa popularité au Québec, le chef libéral avait dû se contenter d'une mince majorité de 907 voix sur la péquiste Marie Malavoy. Celle-ci était de plus handicapée par des révélations sur le fait qu'elle avait utilisé illégalement son droit de vote quelques années plus tôt.

Le 14 avril, M. Charest devra de plus se frotter à l'adéquiste Peter Downey, un ancien libéral qui devrait faire mieux que son prédécesseur, Patrick Rouillard, en 1998. Celui-ci, avec 2171 voix, avait alors arraché un maigre 6,8 % des suffrages.

VINCENT MARISSAL

vmarissa@lapresse.ca



Le beauf, le mononcle et votre voisin

Trois partis bien distincts, trois chefs aussi différents dans leur cheminement, leur génération et leurs opinions. Mario Dumont, 32 ans, Jean Charest, 44 ans, et Bernard Landry, 66 ans, trois hommes dont, curieusement, la propension vers la droite est inversement proportionnelle à la courbe d'âge.

Le cliché voulant que « peu importe pour qui on vote, c'est du pareil au même » devrait être banni durant cette campagne électorale 2003 au Québec.

Bref portait des trois membres de la famille qui rêvent de diriger le clan.

Le beauf

Jean Charest, c'est un peu votre beau-frère. Il est dans votre entourage depuis longtemps. Toujours là, sans toutefois n'avoir jamais été proche. Vous le connaissez depuis des années, sans vraiment le connaître.

Il est toujours de vos réunions de famille, mais il y a longtemps que vous ne le remarquez même plus. En fait, les préjugés que vous entretenez à son égard ont toujours été plus profonds que les rares conversations que vous avez pu avoir avec lui.

Vous n'avez rien contre, mais rien pour non plus. Vos relations sont teintées d'une certaine indifférence. Ce n'est pas à lui que vous pensez pour présider les conseils de famille quand les choses deviennent sérieuses.

Pourtant, son entrée dans le petit cercle familial, il y a cinq ans, s'est fait par la grande porte. Vous l'aviez déjà vu avant, à de rares occasions bien spéciales, et vous en aviez gardé un souvenir plutôt positif. Vous l'attendiez donc avec un mélange de curiosité et d'impatience.

Mais vous avez été déçu. Vous avez la désagréable impression qu'il ne s'est jamais vraiment intégré à la famille, ce qui, dans le fond, il préférerait être ailleurs.

De fait, il vient d'ailleurs, d'Ottawa en fait, et c'est un peu ce que vous lui reprochez. C'est l'homme des Anglais, chuchotez-vous parfois dans la famille. Il a fait une belle carrière chez les Anglais, des gens que vous connaissez peu et dont vous vous méfiez. Il était populaire « là-bas » et c'est ce qui le rend suspect à vos yeux.

Français, ce qui ne plaît pas à tout le monde dans la famille. Certains lui reprochent d'avoir souvent l'air fâché, d'autres, d'être trop mou. Même sa coiffure soulève critiques et sarcasmes.

Pourtant, il a changé. Depuis quelques années, il a fait des efforts sincères pour mieux vous connaître. Il s'est beaucoup intéressé à la famille, il a visité tout le monde dans toutes les régions, il a écouté les gens, a montré de l'empathie pour leurs problèmes et a même proposé modestement quelques solutions qui mériteraient qu'on s'y arrête.

Décidément, il a du chemin à faire pour être un jour accepté à la grande table familiale. Et il ne lui reste que 32 jours pour vous convaincre.

Mononcle Bernard

Bernard Landry est dans le paysage politique québécois depuis plus de 30 ans. Vous l'avez perdu de vue pendant quelque temps, dans les années quatre-vingt, mais il est revenu. En fait, il n'est jamais bien loin.

Mais même s'il est présent depuis toujours, vous savez peu de chose de lui parce qu'il était toujours dans l'ombre de quelqu'un de plus grand. Il était déjà là, derrière le très spirituel René Lévesque. On l'a vu aussi pendant des années au côté de son modèle, Jacques Parizeau. Puis, il a été le commandant en second d'un autre général, Lucien Bouchard.

Il est là depuis si longtemps, comme un vieil oncle prêt à prendre la place quand le patriarcat disparaît. Et depuis le temps qu'il attendait de s'asseoir au bout de la table, il s'en donne à cœur joie et n'entend écarler la place à personne. Surtout qu'il est en pleine forme. Il a une nouvelle blonde et ne se lasse pas de sa nouvelle popularité dans la famille.

À la table familiale, Bernard Landry est le mononcle qui manie le verbe comme un séminariste et que l'on écoute toujours avec plaisir trouver de nouvelles tournures de phrases savantes pour expliquer des choses que le reste de la table résumerait plutôt en trois mots.

Il y a eu quelques engueulades mémorables autour de la table depuis qu'il trône et quelques-uns sont même partis en claquant la porte, mais dans l'ensemble, la famille se porte plutôt bien depuis qu'il dirige ses destinées.

On le respecte parce qu'il est brillant, parce qu'il parle de concepts économiques difficiles, mais il est aussi impulsif et parfois un peu hargneux quand on lui coupe la parole entre deux bouchées.

Et puis, parfois, mononcle Bernard s'échappe et dit une grossièreté. Ça embarrasse tout le monde, mais on ne semble pas lui en garder rancune.

Votre voisin

Un petit exercice de mémoire : ça fait combien de temps que vous n'avez pas parlé politique avec votre voisin ? Allez, un petit effort, profitez de la prochaine bordée de neige pour aller peler un peu avec lui et, subtilement, introduire le sujet. Après tout, votre voisin est charmant, vif, jeune, de commerce agréable et doté d'un bon sens de l'humour.

Parlez-lui des impôts. Il vous dira qu'il en paye trop, que l'État gaspille son argent et qu'il est temps de faire un grand ménage dans la machine.

Les fonctionnaires ? Justement, voilà le problème. Ils sont trop nombreux. Ils ne travaillent pas assez et sont assis sur leur steak à cause de leur sécurité d'emploi.

L'école où vont ses enfants est minable, les profs sont démotivés, mais il n'a pas le choix de les envoyer là. L'État devrait lui verser directement les fonds pour l'éducation de ses enfants, il choisirait lui-même la meilleure école pour eux. Même chose pour la garderie du petit dernier.

Parlant de ses enfants, il s'inquiète de la dette que le Québec leur prépare. Astronomique poids sur de frêles épaules. Faut y voir et vite, mais le gouvernement se fout éperdument de la dette, dénonce-t-il.

Et sa vieille mère qui s'est cassé une hanche la semaine dernière en tombant sur une plaque de glace, pourquoi ne pourrait-il pas payer de sa poche pour la faire soigner plus vite ? Après tout, c'est son argent, et ça ne brime personne.

Ça vous dit quelque chose ? Votre voisin, c'est Mario Dumont.

Reste à savoir si vous élirez votre voisin premier ministre du Québec. Vous avez un mois pour décider.



Les trois chefs du Parti québécois, depuis 1994, ont essuyé quelques revers. Jacques Parizeau (à gauche) est resté au pouvoir à peine plus d'un an, Lucien Bouchard a jeté l'éponge en janvier 2001 (au centre) après que ses relations se sont détériorées avec son parti et Bernard Landry (à droite) a dû baisser le ton à quelques reprises, notamment à la suite de l'épisode des « chiffons rouges ».



Photothèque, La Presse ©

Gouverner, un sport extrême

Neuf ans et trois premiers ministres plus tard, le PQ laisse un Québec profondément transformé



DENIS LESSARD

QUÉBEC — Ils nous ont fait peur, parfois. Et rire, souvent. Mais surtout, ils nous ont en fait voir de toutes les couleurs.

Neuf ans et trois premiers ministres plus tard, le Parti québécois laisse un Québec profondément transformé, où les gardes rires coûtent

5 \$ par jour, où les conjoints de même sexe peuvent se marier et où tout le monde est assuré pour ses factures de pharmacie.

Mais la liste d'attente à l'hôpital Sainte-Justine compte toujours, comme en 1994, es noms de plus de 3500 enfants. Et depuis l'élection du PQ, plus de 50 000 personnes, l'équivalent de la population de Drummondville, ont quitté leur région.

Le Montréalais qui rentrerait chez lui après neuf ans à l'étranger serait passablement dépayssé : l'hôtel de ville de Westmount est un « bureau d'arrondissement » et les commissions scolaires sont linguistiques et non plus confessionnelles.

Si notre voyageur a eu la puce à l'oreille, qu'il a croisé par exemple un jeune Québécois en stage en Équateur, plutôt qu'en France ou à New York, qu'il a vu les Cris chanter les louanges du Québec, il aura eu la chance de constater que quelque chose a changé.

Il se retrouverait toutefois vite en pays de connaissance. Il est de ces choses aussi immuables que le *smoked-meat* de Schwartz's : le feuilleté du toit du Stade olympique n'est pas terminé, les urgences sont toujours aussi bondées et l'état des ponts et des routes aussi déplorable. Surtout, notre globe-

trotter retrouverait un visage bien connu : Bernard Landry fait depuis plus de 30 ans partie du paysage politique québécois.

Émotions fortes

S'il est vrai que la vie politique caribure aux rebondissements, aux émotions fortes, le Québec est en excellente santé depuis près de 10 ans. Les deux mandats libéraux précédents avaient l'allure d'un long fleuve tranquille avant les cataractes du régime péquiste. Jeu de stratégie sous Robert Bourassa, la « gouvernance », nouveau mot à la mode, fait, depuis 1994, partie des sports extrêmes.

Il faut dire que le mandat du PQ avait débuté sur les chapeaux de roues. Jacques Parizeau, arrivé au pouvoir le 12 septembre 1994, promettait de tenir son référendum dans la première année. Douze mois fébriles où les Québécois ont eu droit à un téléroman quotidien. Le budget Campeau qui proposait « la souveraineté ou des taxes », et les commissions sur la souveraineté. D'Ottawa, Lucien Bouchard imposa son « virage » pour la souveraineté-partenariat. Un référendum fut lancé pour le 30 octobre, avec comme fond de scène les querelles sur le financement des manifestations fédéralistes de Montréal et les prestations de ser-

ment en vase de nouveaux citoyens canadiens. Le NON l'emporta de justesse, avec une majorité de 54 288 voix. Jacques Parizeau démissionna le lendemain. Bien qu'en 1994, toute l'attention ait porté sur le calendrier constitutionnel, les embardées ont été nombreuses. Marie Malavoy dut démissionner de son poste de ministre pour avoir voté illégalement. Rita Dionne-Marsols fut rétrogradée pour une nomination malheureuse. Monique Simard vit son élection contestée. Après un rapport accablant du vérificateur général, Richard Le Hir, responsable de la « Restructuration » du Québec indépendant, dut tirer sa révérence. Pendant ce temps, Jean Rochon mettait en place le virage ambulatoire, il « réin-

ventait la santé » selon l'expression de l'époque, opération délicate qui entraînera la fermeture de nombreux hôpitaux. Rita Dionne-Marsols avait annoncé que le PQ mettrait au rancart le projet de toit fixe du Stade. La suite fut une comédie d'erreurs : le nouveau toit de toile creva cinq ans plus tard et ce nage encore dans les poursuites judiciaires.

Jacques Parizeau relégué aux oubliettes le projet. Grande-Baleine, l'aménagement des rivières Eastmain et Rupert, que la paix des Braves, signée à la fin de l'an dernier, remit subitement au goût du jour.

Lucien Bouchard « ose »

En janvier 1996, Lucien Bouchard arrive sans opposition à la tête du Parti québécois, avec la promesse « d'oser » ce qui n'avait jamais été fait. Il tint parole. Des les premiers jours de son mandat, l'ex-bras droit de Brian Mulroney, qui ne sera jamais accepté par l'aile orthodoxe du PQ, promet de faire de l'atteinte du déficit zéro son premier objectif. La table est mise, et pour longtemps.

Les agences new-yorkaises d'évaluation de crédit ont depuis longtemps dans la mire le Québec qui, déjà lourdement déficitaire, s'était payé une année supplémentaire de dépenses importantes pour préparer le référendum.

D'entrée de jeu, Lucien Bouchard convoquera un « sommet » où patrons et syndicats accepteraient une cure minceur, sur trois ans, des finances publiques. À l'automne, une autre grand-messe à lieu, où M. Bouchard tentera de faire la paix avec les anglophones et les démunis. C'est là qu'on annonça le programme, bien squelettique encore, des garderies à 5 \$. Il causa des maux de tête : le financement manqua rapidement. On avait sous-évalué la cohorte des enfants qui, gardés au noir, réintégraient le réseau officiel.

Autre promesse problématique, le régime d'assurance-médicaments. Libéraux et péquistes l'avaient promis en 1994. Ajusté en vitesse au printemps 1996 après la décision des assureurs privés de ne pas y participer, le régime fut longtemps source de déficits. Québec dut finalement tripler la cotisation pour maintenir le paquebot à flot. Les personnes âgées, qui ne payaient pas leurs médicaments avant, ont depuis déboursé près de 2 milliards.

Signe des temps, Québec sortira des milliers de machines à sous illégales des bars, pour les remplacer par celles de Loto-Québec. Paul Bégin réforme les tribunaux administratifs. Louise Harel fait adopter en novembre 1996 la loi sur l'équité salariale, pour laquelle Bernard Landry était loin d'être chaud. Elle concéda toutefois de long délais d'application.

Les relations se détériorent

Pendant ce temps, les relations entre Lucien Bouchard et son parti commencent à se détériorer. Le nouveau chef doit mettre tout son poids dans la balance pour convaincre ses troupes de ne pas revenir à l'unilinguisme français dans l'affichage. C'est le congrès « du miroir » où Lucien Bouchard dit qu'il ne pourrait plus se regarder dans la glace s'il cautionnait une loi qui prohibe une langue. Les péquistes donneront un camouflet à leur charismatique leader alors que seulement trois délégués sur quatre l'appuieront lors d'un vote de confiance.

Outré, il claquer la porte des assises et laissera, quelques heures, planer le doute sur son avenir politique. C'est aussi l'époque des « conditions gagnantes » nécessaires pour la tenue d'un autre référendum, la formule dénichée par M. Bouchard pour reporter l'échéance.

Les années Bouchard fourmillent de ces effets de tige.

Quand Ottawa annonce qu'il portera en Cour suprême une référence sur le droit de sécession du Québec, il met son Conseil des ministres sur le pied de guerre et on évoque même une élection anticipée.

Les relations avec le gouvernement Chrétien oscillent du chaud au froid, au gré des élections. Avancée aussi historique qu'oubliée, le Parlement vote un amendement à la Constitution, permettant la mise en place de commissions scolaires linguistiques. Pressé de se lancer en campagne, Ottawa accédera aussi à une vieille demande du Québec, la délégation des pouvoirs en ma-

tière de formation de la main-d'œuvre.

Aux Finances, Bernard Landry atteint l'équilibre budgétaire un an avant l'échéance prévue. On met en place une « super-Société générale de financement », vaste réorganisation que promettent de démolir les libéraux aux élections qui suivent.

Charest débarque à Québec

En mars 1998, le rideau tombe sur Daniel Johnson et Jean Charest débarque d'Ottawa pour le remplacer. Lucien Bouchard, au faite de sa popularité depuis le grand verglas de janvier, voit subitement son étoile pâlir. À l'automne, une subite embellie dans les sondages lui permet d'appuyer sur l'accélérateur et de prendre de court son adversaire en déclenchant des élections générales. Sinon, le ciel, ou tout au moins un rapport dévastateur sur les conséquences de l'assurance-médicaments lui tomberont sur la tête. Mais Jean Charest, lui, devra se défendre d'imiter la tendance de droite de Mike Harris.

Au scrutin de novembre, M. Charest aura un peu plus de voix, mais Lucien Bouchard beaucoup plus de circonscriptions. La table est mise pour l'une des plus importantes réformes de Lucien Bouchard : les fusions municipales. Déjà, dans le précédent mandat, il fallut racle 500 millions de dépenses dans les budgets des villes. Un comité présidé par un ancien mandarin, Denis Bédard, prône la mise en place d'un nouvel ordre régional de gouvernement et des regroupements municipaux. Le maire de Montréal, Pierre Bourque, y va de son projet « une île une ville ». La formule est d'abord tournée en ridicule par Lucien Bouchard, qui la fera pourtant sienné quelques mois plus tard. Du même souffle, on regroupe les villes autour de Québec, Jonquière et Chicoutimi qui s'appelleront Saguenay et Hull et Aylmer se fusionneront avec Gatineau.

Pendant ce temps, Emploi-Québec bat de l'aile ; les problèmes d'arrimage entre la

formation et les budgets plongent dans l'embarras la ministre Diane Lemieux.

Mais rien ne va plus entre Lucien Bouchard et l'aile radicale de son parti. Voyant leur option piquer du nez, les souverainistes multiplient des scénarios de sauvetage. Du « gradualisme » à la « sortie de secours » de Jean-François Lisée, les stratégies foisonnent. Une motion de blâme de l'Assemblée nationale, à l'endroit du vétéran Yves Michaud, divise les péquistes. Déjà, les élections fédérales de l'automne 2000 avaient été une douche d'eau froide pour les souverainistes, les libéraux de Jean Chrétien obtenant plus de voix que le Bloc québécois au Québec.

Bouchard abandonne

Conscient de l'impasse, Lucien Bouchard jette l'éponge en janvier 2001.

Tout de suite, Bernard Landry claqué des talons. Après quelques semaines de tergiversations, Pauline Marois doit déclarer forfait, François Legault étant passé dans le camp adverse. Elle restera à la condition d'obtenir la main haute sur les Finances.

D'entrée de jeu, Bernard Landry fait une embardée. C'est l'affaire des « chiffons rouges ». Sa façon de décrire l'unifolité heurtera les fédéralistes. Baisant le ton, il navigua sans problème au cours de la première année. Le Sommet des Amériques, en avril, fait découvrir un leader plus pondéré. On exclut les clauses discriminatoires des conventions collectives et on permet « l'union civile » entre conjoints de même sexe. En prime, on leur accorde le droit d'adopter des enfants. Bernard Landry soupèse ses chances de gagner les élections. Il cherche des formules qui lui permettraient de déjouer le mauvais sort qui, depuis 1960, frappe tous les gouvernements qui cherchent un troisième mandat.

En 2002, c'est, subitement, la déroute. Une longue série de tuiles s'abattent sur

Bernard Landry. Les relations entre un de ses proches lieutenants, Gilles Baril, et un lobbyiste bien connu au PQ, André Desrosches, plongent le gouvernement dans l'embarras. M. Baril démissionne, suivi de peu par Raymond Bréard, directeur général du PQ, ancien associé du lobbyiste. Forcé de réagir, le gouvernement adopte une loi pour encadrer l'activité des démarcheurs.

Déconfiture

Dans la tourmente, Bernard Landry déclenche un remaniement mal préparé. Avec 36 ministres, il a le plus gros cabinet de l'histoire, une erreur qu'il finira par reconnaître. Seconde bévue, il force les départs des vétérans Guy Chevrette et Jacques Brassard. La recrue David Levine, ministre non élu, subira une défaite amère dans Berthier, la circonscription laissée vacante par Gilles Baril. Quatre par-

tielles perdues sur cinq, montée fulgurante de l'ADQ : le printemps des surprises sera suivi de l'automne noir. Les sondages sont autant de gifles pour le PQ à qui on prédit la disparition.

Au terme de longues négociations, Bernard Landry signe la paix des Braves, avec le leader cri Ted Moses, passage obligé à l'exploitation d'importantes rivières du Nord québécois. Une révolte de palais, autour de

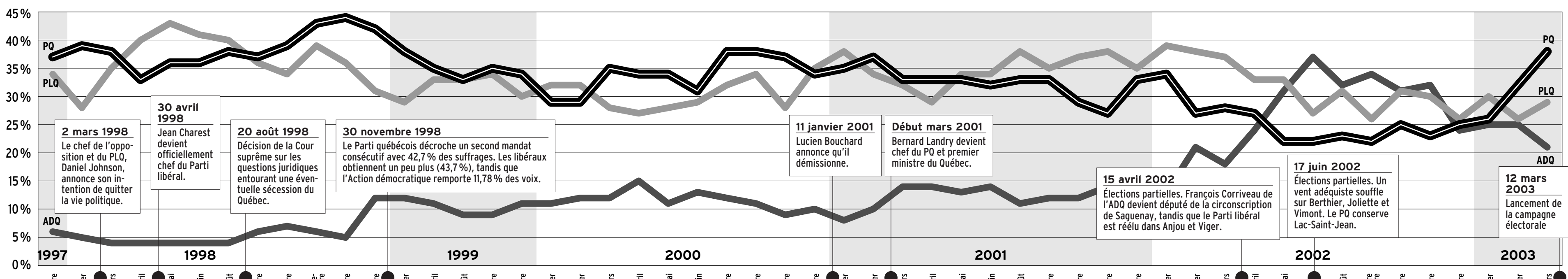
Pauline Marois, force le départ de Claude H. Roy, comme chef de cabinet. Sa remplaçante, Brigitte Pelletier, fait consensus. En conflit avec M. Roy, Yves Martin claqué la porte puis accepte de revenir pour préparer la prochaine campagne.

Depuis le début de l'année, les événements se précipitent, au rythme cardiaque d'un premier ministre qui a, pour garder la forme, adopté la marche rapide.

Ce n'est pas que le pas accéléré soit un sport extrême pour un homme qui a eu 66 ans la semaine dernière. Diriger un gouvernement du PQ est un sport bien plus périlleux.

Les intentions de vote des Québécois

D'après les sondages CROP réalisés entre septembre 1997 et aujourd'hui, avant répartition des indécis



✿ *Élections 2003* ✿

Les tiers partis peuvent faire toute la différence



Photothèque La Presse ©

Sous la houlette de Rodrigue Biron, l'Union nationale avait connu un sursaut en 1973, faisant élire 11 députés.

PASCALE BRETON

QUÉBEC — La campagne qui s'amorce promet d'être riche en rebondissements puisque c'est la première fois, depuis l'élection d'un premier gouvernement péquiste en 1976 que le Québec vivra une véritable lutte à trois.

L'histoire politique de la province révèle d'ailleurs que même si les tiers partis ont eu généralement bien peu d'influence au bout du

compte sur le parquet de l'Assemblée nationale, ils ont joué un rôle majeur dans nombre de campagnes électorales.

Après avoir été complètement rayée de la carte en 1973, l'Union nationale a fait un retour trois ans plus tard sous la houlette de Rodrigue Biron. En faisant élire un contingent de 11 députés, cette formation politique a surtout contribué à la victoire du Parti québécois de René Lévesque.

À cette époque, M. Biron avait

fait campagne contre la loi 22 de Robert Bourassa, qui faisait du français la langue officielle du Québec et obligeait les enfants allophones à réussir un test d'anglais pour étudier dans cette langue, ce qui mécontentait les anglophones et la communauté italienne, notamment.

« En promettant de revenir à la loi 63, l'Union nationale a créé une interférence dans la logistique habituelle et a permis de faire la différence dans beaucoup de cir-

conscriptions, explique Gilles Gallichan, bibliothécaire à l'Assemblée nationale. Nous avons assisté à la présence d'un parti qui n'a pas fait élire beaucoup de députés, mais qui a brouillé les cartes. »

Cette division du vote pourrait se reproduire cette année, à une échelle différente : les sondages montrent en effet que le Parti québécois et l'Action démocratique du Québec se partagent les intentions de vote de l'électorat francophone alors qu'historiquement, le Parti libéral du Québec reçoit l'appui d'une majorité d'anglophones.

La Financière Sun Life un joueur important dans l'économie québécoise

La Financière Sun Life a toujours joué un rôle de premier plan dans le marché des services financiers au Québec. Les présents faits soulignent notre passé prestigieux au Québec et la solidité qui nous distingue depuis nos modestes débuts au XIX^e siècle jusqu'à maintenant.

- La Financière Sun Life a été créée à Montréal en 1865 et y a rapidement imposé sa présence, dans une industrie jusque-là dominée par les compagnies d'assurance américaines et britanniques.
- En 1914, la Financière Sun Life a érigé son édifice de la rue Metcalfe, qui demeure l'un des plus célèbres ouvrages architecturaux de la ville. La Financière Sun Life y occupe toujours des espaces de bureau de plus de 350 000 pieds carrés.
- Un Conseil de planification stratégique pour le Québec est chargé de coordonner nos activités d'exploitation au Québec et est aussi le porte-étendard des valeurs de notre entreprise. Ce Conseil est formé de sept hauts dirigeants représentant la division des régimes collectifs de retraite, la division des garanties collectives, les services juridiques, les ressources humaines, les communications et relations publiques, les placements, les Services financiers Clarica et Clarica Investco.
- Depuis sa fusion avec Clarica, qui est devenue officielle en mai 2002, la Financière Sun Life regroupe 1 500 employés et près de 1 000 conseillers en sécurité financière au Québec, ainsi que 18 centres financiers répartis dans les divers pôles économiques de la province.
- La Financière Sun Life sert 1 500 000 Québécoises et Québécois, sous les marques de commerce Financière Sun Life et Clarica. Elle se classe au deuxième rang des assureurs de personnes au Québec, toutes catégories confondues, ses primes et cotisations totalisant plus d'un milliard de dollars par an dans la province. Elle est bonne première sur les marchés de l'assurance-vie collective, de l'assurance-vie individuelle et des rentes individuelles au Québec.
- La Financière Sun Life verse des prestations d'une valeur annuelle de plus d'un milliard de dollars à des Québécoises et Québécois en vertu de ses régimes d'assurance et de retraite.
- La Financière Sun Life figure également parmi les acteurs majeurs de l'économie québécoise à titre d'investisseur institutionnel.
- La Financière Sun Life distribue annuellement, au Québec, plus de 1,5 million de dollars en dons et commandites, surtout dans les domaines de la santé, du bien-être et de la culture.

La Financière Sun Life est fière de contribuer à l'essor de la collectivité québécoise et s'enorgueillit de la confiance que les Québécoises et Québécois lui témoignent depuis 138 ans. Nous réitérons nos remerciements à nos employés, nos clients et nos collaborateurs pour la confiance qu'ils nous témoignent.

Donald A. Stewart
Président du Conseil et chef de la Direction

Robert M. Astley
Président, Financière Sun Life Canada

Financière
Sun Life



Les résultats de 1998

Formations politiques	Nombre de députés	Pourcentage du vote
PQ	76	42,7 %
PLQ	48	43,7 %
ADQ	1	11,78 %
Autres	0	1,8 %

À la dissolution de l'Assemblée nationale

Formations politiques	Nombre de députés
PQ	67
PLQ	50
ADQ	5
Indépendants ¹	2
Vacant ²	1

¹ Paul Bégin et Jean-Claude Gobe
² Matthias Rioux, Matane

L'INSTITUT DE YOGA
ET DE MÉDITATION
COURS CONTINUUS & ATELIERS DE YOGA
PROGRAMME DE FORMATION ET DE
CERTIFICATION DE PROFESSEURS DE YOGA



(514) 843-YOGA(9642)

Élections 2003

| GUERRE DE L’AFFICHAGE |

L’ADQ se plaint que le PQ et le PLQ n’aient pas respecté la consigne

MARIE-CLAUDE GIRARD

Avant même que la campagne ne soit officiellement annoncée, péquistes et libéraux ont commencé à tapisser le Québec de leurs affiches électorales, a dénoncé hier l’Action démocratique du Québec, soulignant que cette façon de faire enfreint les règlements municipaux.

« Je trouve ça très regrettable qu’avant même que les élections ne soient entamées, on commence à enfreindre les règlements existants », a commenté hier le président du comité électoral de l’ADQ, Jacques Gauthier. « C’est le genre de comportement qui ne devrait pas affecter le débat démocratique. »

Avenue Laurier, hier matin, les photos du candidat péquiste Daniel Turp se multipliaient sur les poteaux. Plus nombreuses encore, les affiches de sa collègue Marilyse Lapierre étaient bien visibles à Outremont. Les publicités d’Amir Khadir, candidat de l’Union des forces progressistes dans Mercier, étaient également installées avenue du Mont-Royal en fin d’après-midi hier.

De même, les portraits du chef libéral Jean Charest se sont multipliés à Sherbrooke alors que lui-même a déjà dénoncé l’affichage trop rapide lors des élections par-



Ces poseurs d’affiches de l’ADQ reprenaient un peu de temps perdu hier après-midi dans le nord de Montréal.



Photos MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©

tielles, rappelle Jacques Gauthier. « J’ignore s’ils se sont parlé, mais la consigne semble avoir été la même chez les deux vieux partis. Nous, on va le faire en toute légalité. Pas parce qu’on n’est pas prêts, mais parce qu’on respecte les règles. »

Rien dans la loi électorale n’empêche les partis de commencer l’affichage avant le début de la période électorale, qui a commencé officiellement à minuit et une la nuit dernière, précise-t-on au bureau du Directeur général des élections. Par contre, les partis n’obtiendront les

remboursements liés aux dépenses d’affichage que pour la période officielle. Les partis doivent aussi s’abstenir de faire publier ou diffuser des publicités électorales du 13 au 19 mars inclusivement.

Du côté de la Ville de Montréal, on ne se souvient pas que des partis provinciaux aient été poursuivis

pour avoir affiché leurs pancartes avant l’heure. Les règlements municipaux limitant l’affichage à Montréal sont levés dès le début officiel de la campagne. Mais la Ville s’intéresse davantage aux affiches dangereuses ou qui menacent la visibilité qu’à l’heure à laquelle elles sont installées.

Le sociologue Pierre Drouilly prévoit un balayage péquiste

MARIE-FRANCE LÉGER

UNE PREMIÈRE projection à chaud dresse un portrait électoral final à peu près semblable à celui de 1998 : les péquistes majoritaires, les libéraux obtenant une pluralité de voix et les adéquistes... réduits à la personne de Mario Dumont.

Le sociologue Pierre Drouilly, qui se spécialise depuis de nombreuses années dans les prévisions quant au nombre d’élus de part et d’autre grâce aux résultats des sondages, en arrive cette fois-ci à un scénario triomphal pour le PQ avec 86 députés, décevant pour les libéraux avec 38, et lamentable pour l’Action démocratique qui retournerait à la case départ avec un seul député, Mario Dumont.

Le sociologue précise toutefois que la projection, basée sur les résultats du sondage CROP publié aujourd’hui dans nos pages, est à prendre avec des pincettes. « Le PQ est tellement en avance. C’est invraisemblable. On arrive à 86 députés. Là, je pense que ce sont les souverainistes modérés qui sont repassés au PQ. Avec notre mode de scrutin, il rafle tout », a commenté M. Drouilly hier en soulignant que le prochain sondage verrait

tout de même une remontée des libéraux.

Le sociologue et professeur à l’UQAM applique la même méthode d’année en année pour faire ses prévisions. Elle consiste à estimer à partir d’un sondage donné et des résultats des élections précédentes la répartition des futurs élus sur la carte électorale à l’aide notamment des comportements électoraux des différents groupes sociaux.

Les chiffres du sondage CROP donnent après répartition des indécis 43 % des intentions de vote au PQ, 32 % au PLQ et 24 % à l’ADQ. Par rapport au dernier CROP, réalisé à la mi-février, le PQ gagne quatre points, le PLQ un, alors que l’ADQ recule de cinq points.

Tout n’est pas joué, loin de là, car 45 % des répondants affirment qu’ils peuvent encore changer d’avis. Et les prévisions de M. Drouilly n’ont rien de définitif. « Je serais prudent. Ce sont des données préliminaires. Mais selon moi, l’ADQ va continuer à reculer. Jean Charest l’a déjà compris, d’ailleurs. Il a habilement ignoré l’ADQ hier à l’ouverture de la campagne », a souligné l’analyste, qui s’attend à une bataille finale entre libéraux et péquistes.



Photo ROBERT NADON, Archives La Presse ©

Le sociologue Pierre Drouilly, qui se spécialise depuis de nombreuses années dans les prévisions quant au nombre d’élus grâce aux résultats des sondages, en arrive à un scénario triomphal pour le PQ.

Chrétien votera libéral... mais ne se mêlera pas de la campagne

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Ce n’est pas l’appui le plus chaud qu’ait reçu de mémoire d’homme un candidat au poste de premier ministre du Québec, mais c’est un appui quand même. Jean Chrétien n’a surpris personne hier lorsqu’il a déclaré qu’il voterait en faveur du parti de Jean Charest lors du scrutin du 14 avril.

« Ah, bien moi, je vote libéral ! Ça finit là. Je m’en mêle pas », a-t-il rétorqué aux journalistes qui voulaient savoir s’il ferait campagne au Québec au cours des prochains jours.

Son protégé, le ministre des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, a été beaucoup plus loquace.

« On ne s’en mêle pas en tant que gouvernement, a-t-il dit, mais on est des libéraux et on prend pour les libéraux. Hier, M^{me} Marois a fait un budget où les deux tiers de ses nouvelles dépenses — je tiens à le dire aux Québécois — venaient des transferts fédéraux. Est-ce qu’elle vous l’a dit ? Bien sûr que non, parce qu’elle veut que le Québec se sépare du Canada. »

« Ça ira tellement mieux à Québec, a ajouté M. Dion, lorsqu’on aura un gouvernement qui croit dans le Canada. M. Charest ne sera pas toujours d’accord avec nous. On le sait très bien. Son parti est un parti indépendant, fier de son indépendance, mais ce n’est pas un parti indépendantiste qui veut se séparer du Canada. Il veut améliorer le Québec dans le Canada et améliorer le Canada avec



Photothèque Reuters ©

Jean Chrétien et Stéphane Dion

le Québec. Et c’est pour cela que l’on envisage à Québec avec beaucoup d’enthousiasme un gouvernement qui croit dans le Canada. Ce sera bon pour tous les Québécois. »

De son côté, la présidente du Conseil du Trésor, Lucienne Robillard, a déclaré qu’elle était à la disposition de ses collègues libéraux du Québec. Elle estime que ces derniers



Photo PIERRE CÔTÉ, Archives La Presse ©

ont « de très bonnes chances » de sortir de l’opposition le 14 avril. « Parce qu’ils ont un très bon programme, très bien ficelé », dit-elle.

M^{me} Robillard a conclu en disant que Jean Charest « avait fait ses devoirs au fil des ans » et qu’il avait une très bonne équipe autour de lui pour mener à bien son projet politique au Québec.

EN BREF

Bourque vante l’hydroélectricité

L’EX-MAIRE de Montréal et candidat de l’ADQ dans Bourque, Pierre Bourque, estime que le Québec devrait développer intelligemment le potentiel hydroélectrique. De passage à Shawinigan, hier, il a dénoncé l’inaction et l’improvisation du gouvernement péquiste en matière de développement hydroélectrique au cours des 10 dernières années. Pierre Bourque a livré aux journalistes un exposé théorique sur la nécessité de mieux gérer les sources d’énergie, d’envisager un commerce d’électricité plus actif et de remettre sur la table des grands projets hydroélectriques dans le nord du Québec. Porte-parole adéquiste en matière de développement économique, Pierre Bourque se lançait dans une tournée du Québec qui le conduira dans une dizaine de régions.

Le Nouvelliste

Charest s’affiche avant le coup de départ

L’ORGANISATION de Jean Charest s’est attiré les foudres de ses adversaires en procédant, dès mardi soir, au placardage de ses affiches sur le territoire de Sherbrooke alors que le déclenchement de la campagne électorale n’a eu lieu officiellement que le lendemain. Tant du côté de l’Action démocratique (ADQ) que du Parti québécois (PQ), on s’est élevé contre cette pratique qui, selon eux, constitue une infraction à la loi électorale. L’attaque la plus virulente est venue du candidat de l’Action démocratique, Peter Downey, qui a accusé l’organisation Charest de bafouer la loi et les fondements de la démocratie. Théoriquement, et selon les termes de la loi, l’affichage ne doit commencer que lorsque le décret ordonnant la dissolution de l’Assemblée nationale reçoit la sanction royale de la part du lieutenant-gouverneur, ce qui n’a eu lieu que le lendemain.

La Tribune

L’Outaouais en rouge ?

TAPISSÉ de rouge écarlate depuis des lustres, tant au provincial qu’au fédéral, la région de l’Outaouais ne semble pas en voie de changer de teinte, au terme des 33 jours d’une campagne électorale lancée hier. « Il n’y a pas de raison de croire, a priori, que les libéraux ne pourront pas conserver tous leurs sièges », estime François-Pierre Gingras, professeur de sciences politiques à l’Université d’Ottawa. « Ce qui va être intéressant, ajoute-t-il, c’est de voir dans quelle mesure l’ADQ va réussir, ou à tout le moins essayer, de brouiller les cartes en diminuant les majorités libérales. » Traditionnellement, plus on se dirige vers l’ouest de la région, plus les appuis au Parti québécois sont importants. C’est pour cette raison que, d’élections en élections, la circonscription de Papineau est considérée comme la plus « prenable » pour les troupes souverainistes.

Le Droit

| LUTTE ANTITABAC |

Le modèle canadien et la résistance américaine

CHARLES CÔTÉ

LES GALERIES des horreurs que sont les étalages canadiens de cigarettes pourraient bien se multiplier partout sur la planète, à moins que le gouvernement américain ne parvienne à faire dérailler le projet de Convention-cadre internationale pour la lutte antitabac.

Cette convention, dont l'ébauche a été adoptée le 1^{er} mars après deux an et demi de négociations, sera soumise à l'adoption de l'Assemblée mondiale de la santé, organe décisionnel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en mai prochain.

Une fois adoptée, elle entrera en vigueur peu de temps après avoir été ratifiée par 40 pays. Elle pourrait alors étendre à toute la planète une solution inspirée directement de la réglementation canadienne : montrer de façon très graphique, avec des pictogrammes, les dangers du tabac.

Depuis 2001, les paquets vendus au Canada doivent porter sur la moitié de leur surface des messages graphiques sur les méfaits du tabac. Les photos écoeurantes de gencives malades ou de poumons atteints de cancer ont prouvé leur efficacité depuis deux ans et intéressent beaucoup les pays du tiers-monde, où se concentrent les efforts de marketing des géants du tabac.

La Convention rendra obligatoire « des mises en garde sanitaires claires sous forme de texte ou de pictogrammes, ou associant texte et pictogrammes » qui « devront occuper au moins 30 % mais de préférence 50 % ou plus » des paquets de cigarettes.

« Le *standard* canadien est devenu le *standard* mondial, affirme Rod Cunningham, de la Société canadienne du cancer, qui a suivi les négociations de près. C'est une intervention qui ne coûte presque rien et qui est très efficace. Dans les pays en développement, où il n'y a pas d'argent, que les gens ne lisent pas et où la connaissance des dangers du tabac n'est pas développée, c'est exactement le genre de mesure qu'il faut. »

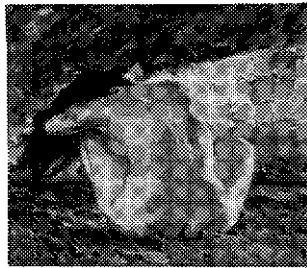
Patti Lynn, de l'organisme américain InFact, qui fait partie de la coalition antitabac étasunienne, estime elle aussi que « l'approche canadienne en matière d'étiquetage a suscité beaucoup d'intérêt » et qu'il y a « de bonnes chances que d'autres pays suivent l'exemple canadien ».

Ce n'est pas le seul aspect de cette convention, mais c'est peut-être celui qui a le plus de dents. Par exemple, le principe de responsabilité des fabricants de tabac pour les dommages à la santé n'y est pas reconnu. Par ailleurs, le chapitre visant l'abolition de la publicité du tabac comporte plusieurs exceptions.



**Sheraton Ottawa
HOTEL**

Laissez-vous éblouir par les
oeuvres de Suzor-Coté et le forfait
du Sheraton Ottawa
169,00 \$



Ce forfait comprend :

- Une nuit d'hébergement pour deux personnes
- Deux petit-déjeuners buffet
- Deux billets pour l'exposition Suzor-Coté au Musée des beaux-arts du Canada
- Stationnement
- Taxes en sus. Selon disponibilité
- Valide jusqu'au 30 avril 2003

Réservations: 1-800-489-8333
150, rue Albert, Ottawa, Ontario, K1P 5G2

3125755A

la **Baie** encore plus

chaque jour



Aubaine la Baie **129⁹⁹**
**ensemble de bagages
Air Canada, 4 pièces**
• Entièrement doublés • Roues alignées
• Verrouillage à bouton-poussoir
• Nécessaire de toilette
En noir ou vert. Polyester à 1 200 deniers.
Garantie de 10 ans. Seulement @ la Baie.

chaque jour



Aubaine la Baie **129⁹⁹**
**ensemble de bagages
Optima d'Atlantic, 3 pièces**
• Entièrement doublés
• Roues alignées
• Verrouillage à bouton-poussoir
En noir ou bleu cobalt. Polyester à 1 800 deniers.
Garantie de 5 ans. Seulement @ la Baie.

chaque jour



Aubaine la Baie **129⁹⁹**
**ensemble de bagages
American Tourister,
3 pièces**
• Entièrement doublés • Roues alignées
• Verrouillage à bouton-poussoir
En noir ou rouge. Polyester à 1 200 deniers.
Garantie de 5 ans. Seulement @ la Baie.

Événement

BAGAGES
première classe

EN VIGUEUR
jusqu'au dimanche 23 mars!

55 % de rabais
**bagages Odyssey
d'Air Canada**

- Fourre-tout Ord. 65 \$. **Solde 29,25 \$**
- Bagage de cabine vertical, 53 cm Ord. 170 \$. **Solde 76,49 \$**
- Valise verticale extensible, 66 cm Ord. 190 \$. **Solde 85,49 \$**
- Valise verticale extensible, 74 cm Ord. 220 \$. **Solde 98,99 \$**

En noir ou gris 2 tons. Polyester robuste à 1 200 deniers.
Garantie de 10 ans.

50 % de rabais
**bagages Rhapsody V
de Samsonite**

- Fourre-tout à roulettes Ord. 220 \$. **Solde 109,99 \$**
- Bagage de cabine vertical, 51 cm Ord. 250 \$. **Solde 124,99 \$**
- Valise verticale extensible à complets, 61 cm Ord. 270 \$. **Solde 134,99 \$**
- Valise verticale extensible à complets, 66 cm Ord. 300 \$. **Solde 149,99 \$**
- Valise verticale extensible à complets, 76 cm Ord. 320 \$. **Solde 159,99 \$**

En noir ou vert. Polyester Fibreluck à 3 000 deniers.
Seulement @ la Baie. Garantie de 10 ans.

55 % de rabais
**bagages
Continental III
d'American Tourister**

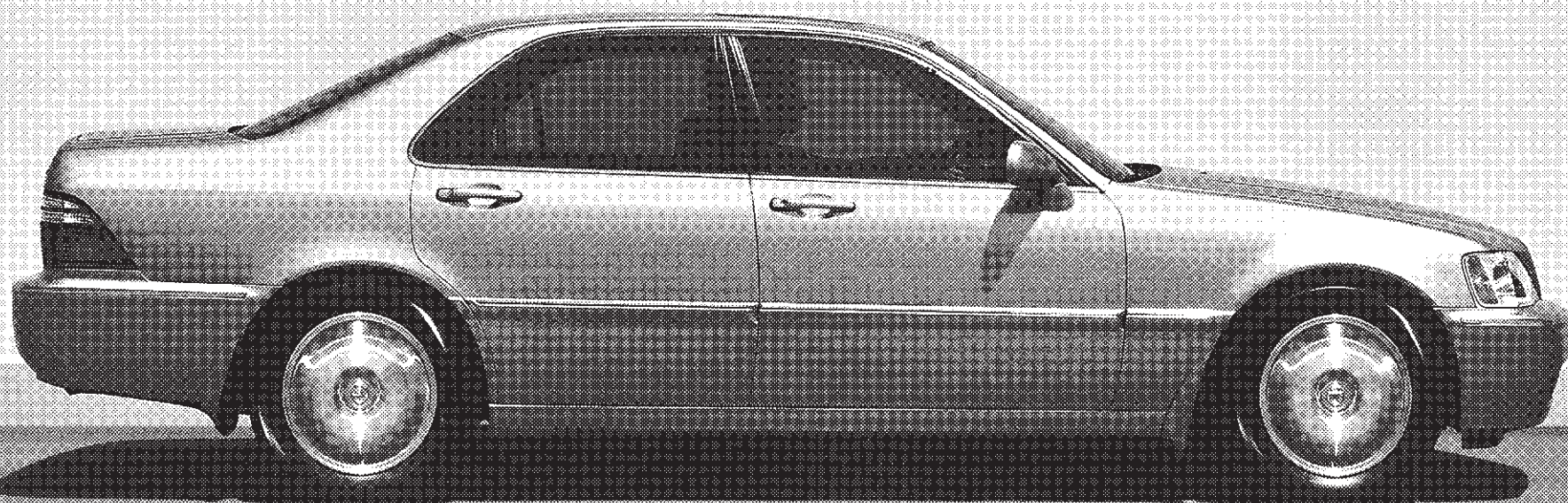
- Fourre-tout à bandoulière Ord. 80 \$. **Solde 35,99 \$**
- Fourre-tout à cosmétiques Ord. 220 \$. **Solde 98,99 \$**
- Valise verticale extensible, 53 cm Ord. 250 \$. **Solde 112,49 \$**
- Valise verticale extensible à complets, 61 cm Ord. 285 \$. **Solde 128,19 \$**
- Valise verticale extensible à complets, 66 cm Ord. 320 \$. **Solde 143,99 \$**
- Valise verticale extensible à complets, 74 cm Ord. 350 \$. **Solde 157,49 \$**
- Housse à vêtements sur roulettes Ord. 350 \$. **Solde 151,49 \$**

En noir ou vert forêt 2. Polyester robuste à 1 800 deniers.
Valises verticales extensibles.
Seulement @ la Baie. Garantie de 20 ans.



**OBTENEZ JUSQU'À 50 % PLUS DE POINTS* EN UTILISANT CONJOINTEMENT
VOTRE CARTE DE CRÉDIT HBC ET VOTRE CARTE PRIMES HBC.**

*Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.



Un exemple à suivre.

La RL 2003. Avec sa construction méticuleuse et ses nombreux attraits luxueux, la plus raffinée de nos berlines tient le premier rôle devant les autres de sa catégorie. Et avec son puissant moteur de 225 chevaux et sa suspension de pointe, elle les tient aussi loin derrière. Pour plus d'information ou pour savoir où se trouve le concessionnaire le plus près, composez le 1 888 9-ACURA-9 ou rendez-vous au www.acura.ca.



ACURA